

Fascisme financier hier et aujourd'hui le choix de la défaite

INTERVIEW
AVEC
ANNIE LACROIX-RIZ

Etudier le passé pour mieux comprendre notre situation actuelle, est la raison pour laquelle nous avons choisi de publier cette interview avec l'historienne

Annie Lacroix-Riz qui vient de faire paraître aux éditions Armand Colin, un livre des plus instructifs sur les raisons de la défaite de la France en juin 1940, **Le choix de la défaite**. Le contrôle absolu exercé à cette époque par la « haute banque » a abouti non seulement aux abus les plus criants, mais à la montée des fascismes en Europe et à la guerre. Peu à peu, on a laissé les intérêts dont il est question dans cet article, ou leurs héritiers, réintégrer les plus hauts postes de notre société ; peu à peu on a laissé notre pays glisser de nouveau vers les folies des années trente.

1940 – 1945, une poignée d'hommes a combattu, a donné sa vie parfois, pour que la France retrouve sa liberté et sa dignité. Cette fois-ci, c'est à nous, c'est à vous citoyens lambda qui allez lire cet article, de réagir avant d'en arriver là.

Annie Lacroix-Riz est interviewé par Christine Bierre.



Annie Lacroix, le livre que vous venez de faire paraître, **Le choix de la défaite**, revient sur l'existence du Mouvement de la Synarchie d'empire et de son rôle clé dans la défaite de la France en juin 1940, face aux nazis. Beaucoup d'encre a coulé sur ce mouvement, dont certains ont voulu prétendre qu'il n'avait jamais existé, qu'il n'était qu'un mythe. Votre ouvrage prouve son existence de façon exhaustive, c'est pourquoi j'aimerais que vous nous parliez des sources que vous avez pu consulter.

Depuis un certain nombre d'années on peut sérieusement faire l'histoire de la Synarchie en France. La documentation de guerre, à partir de 1941, moment où le scandale éclate, permettait vraiment de dresser des jalons majeurs et je l'avais déjà fait dans un ouvrage antérieur intitulé *Industriels et banquiers sous l'occupation*, parce qu'il y avait une telle conjonction de documents français et allemands sur l'existence de la Synarchie, sur l'identité des synarques, sur le rôle qu'ils avaient joué avant guerre et à Vichy, en particulier depuis le gouvernement Darlan, qu'on pouvait être sûr que la Synarchie n'était pas un mythe. Quand je travaillais sur cet ouvrage, j'ai consulté des fonds nouveaux, et des fonds sur la Synarchie sont devenus libérables après un délai de soixante ans, à partir de 1999.

J'ai travaillé sur la série F7, c'est-à-dire la série « police générale », et sur des séries assez différentes des archives de la Préfecture de police : des rapports des RG, des rapports nominatifs sur tel ou tel personnage de la Synarchie comme Pierre Pucheu, Leroy-Ladurie, Lehideux, etc. Les autres sources extrêmement importantes proviennent des archives de la Préfecture de police, essentiellement des archives de la police judiciaire qui étaient spécifiquement en dérogation. Deux types de dossiers sont importants : tout ce qui a été découvert, d'une part, à la suite de l'enquête sur l'assassinat de Navachine, un économiste russe membre de la Synarchie, le 25 janvier 1937, où l'on retrouve tous les noms de ce qui sera connu plus tard comme la Synarchie ; et d'autre part, des pièces destinées aux éventuels procès de la police judiciaire en vue d'épuration d'une multitude de personnages de Vichy, parmi lesquels Jacques Barnaud et Lehideux. En croisant les archives de guerre, ceux des enquêtes de 1937/38, ceux de l'épuration ou préparatoires à d'éventuels procès d'épuration, on arrive à quelque chose qui établit de façon formelle l'existence de la Synarchie, la réalité de ses projets, les forces sur lesquelles elle a compté pour les faire appliquer, et en particulier ses liens avec la Cagoule.

Il faut d'abord, à cet égard, réhabiliter les archives de police. Beaucoup de gens n'aiment pas ces archives et essaient de faire croire que ce sont des archives de bas étage dont on ne devrait pas se servir, ou, à la limite, en prenant

beaucoup de précautions. Je crois qu'il faut être très ferme là-dessus. Les archives de police sont comme n'importe quel autre type d'archives. Les fonctionnaires font le travail pour lequel on les rémunère, et quand on dispose de suffisamment de dossiers, qu'on est capable de les croiser, on ne peut pas tomber dans le travers des dossiers de basse police non contrôlables. A partir du moment où vous avez des rapports d'enquête qui s'étirent sur des mois et des années, avec des enquêteurs différents, où vous pouvez croiser des rapports de la police judiciaire, de la sûreté générale, des renseignements généraux, de la préfecture de police, vous arrivez à des choses qui se recoupent tellement qu'elles ne peuvent pas être récusées.

Vous avez passé, en tout, sept ans dans les archives...

Cinq ans pour le livre lui-même, en sachant qu'avant cela, j'avais travaillé plusieurs années sur la période 1930. J'ai retravaillé cette année aux archives de la Banque de France, mais j'y avais déjà passé un an pour des travaux antérieurs pour lesquels les années trente avaient constitué l'essentiel de ma recherche. Si on ajoute les fonds du Quai d'Orsay pour les années 1930, on peut considérer que c'est à peu près sept à huit ans d'archives en tout.

LE COMLOT SYNARQUE DÉNONCÉ

Commençons par le début. Comment l'existence de ce mouvement a-t-elle été révélée en 1941, sous Vichy?

Elle a été révélée par un scandale de presse, un article retentissant de Jean Mamy dit Paul Riche, paru le 21 août 1941 dans *L'Appel*, hebdomadaire de la Ligue française du nazi français Pierre Constantini, dans lequel, sous le titre « Complot contre la nation ? », était dénoncée « une association mystérieuse de polytechniciens, d'inspecteurs des finances et de financiers (qui) s'est constituée depuis dix ans en France pour prendre le pouvoir ».

A l'origine de ces révélations il y avait des querelles inter-collaborationnistes. On a pour habitude d'opposer la collaboration de Vichy à la collaboration parisienne et c'est une fraction de cette dernière qui a, pendant l'été 1941, fait éclater des scandales qui étaient déjà connus à Vichy. Depuis le printemps 1941, une vague de

rumeurs était partie de Vichy pour aller à Paris. En juin 1941, le chef de la Sûreté générale de Vichy, Henri Chavin, établit un rapport de vingt-deux pages sur la Synarchie qui sera à l'origine des révélations du 21 août 1941.

C'est la façon dont le scandale a été révélé qui m'a valu un maximum de quolibets d'une partie de mes collègues historiens. Sous prétexte que le scandale avait été provoqué par des collaborationnistes parisiens de la plus basse extraction, ils ont obéré toutes les découvertes en expliquant qu'il s'agissait d'affaires de basse police. Ils ont été aussi sévères et de manière encore plus injuste avec le rapport Chavin, en disant que le directeur de la Sûreté générale avait voulu assouvir une vengeance, ce qui est absurde.

Pourquoi les collaborationnistes parisiens dénonçaient-ils la Synarchie ?

Parce qu'il y avait des rivalités entre Paris et Vichy, et au sein même de ces deux villes. Il y avait plusieurs clans, y compris économiques, qui se méfiaient les uns des autres. Ceux qui s'étaient rendus d'emblée et sans ambiguïté à la collaboration avec l'Allemagne se méfiaient des tentations de retour vers les Anglo-Saxons des éléments synarques qui leur avaient été très liés. Une des origines les plus nettes du scandale est celle-là. On le voit très bien dans les mémoires de Pierre Nicolle, un idéologue et exécutant cagoulard de la plus grande importance, émissaire du patronat français dans les années 1930. Au début de l'occupation, Nicolle est le représentant d'une des factions du Comité des Forges, en particulier celle du baron Petiet. Début juillet 1940, celui-ci l'envoie à Vichy. Dans un exemplaire des mémoires de Nicolle, déposé en 1944 aux archives de la préfecture de police (qui est moins trafiqué que celui publié en 1947), on voit qu'il est venu mandaté par Petiet pour surveiller la Banque Worms, soupçonnée de jouer un double jeu. Petiet pense qu'elle fricote encore avec les Anglo-Américains. Or, à ce moment-là, ce n'est pas le cas, elle a opté pour un peu de collaboration « continentale » alors que dès 1941, tout en pratiquant la collaboration continentale, elle retournera vers les Anglo-Saxons. (1)



Jean Moulin (à g.) (chef du Conseil national de la résistance, assassiné par la Gestapo le 8 juillet 1943) et Jean Zay (Ministre de l'éducation du Front populaire, résistant, assassiné par les milices de Darlan le 20 juin 1944). Par leur combat ils nous ont permis de vivre dans une France libre et digne. A nous de faire de même aujourd'hui.

Peut-on dire de façon certes un peu schématique que les révélations sur la Synarchie en 1941 avaient pour but de ramener Laval, plus proche des nazis, au pouvoir, contre le groupe des synarques qui avait pris le pouvoir sous Darlan.

Qu'il y ait eu des rivalités entre Laval et le groupe des synarques ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais on ne peut pas imputer cela à un choix entre la collaboration anglo-saxonne, d'un côté, et une option plus franchement nazie avec Laval, de l'autre, pour une raison très simple : Laval pense aussi qu'il a un avenir anglo-américain (voir sur ce point *Industriels et banquiers*, p. 455-458). En 1941, il est possible qu'on puisse trouver plus de synarques déjà résolus à rejoindre

la Pax Americana que du côté des lavalistes, mais ce n'est même pas sûr. Par exemple, le gendre de Laval, René de Chambrun, a pratiqué absolument sans rupture la double collaboration avec les Allemands et les Américains. Il a, d'ailleurs, la double nationalité française et américaine. En 1942, après que Laval a déclaré qu'il souhaite la victoire allemande contre les Soviets, on a des textes très clairs sur le fait qu'il se prépare aussi un avenir américain. Il y a des rivalités internes qui n'ont pas pour ligne de fracture la collaboration continentale contre la collaboration anglo-américaine, mais plutôt des clans financiers au sein même de la Synarchie.

Comment définiriez-vous la Synarchie, quelles en sont les origines, l'idéologie, les fondateurs ?

Je laisse tomber les aspects plus folkloriques, c'est-à-dire les origines vaguement maçonniques ou mystiques. Ce qui est sûr, c'est qu'elle a existé entre la fin du XIXème siècle et le début des années vingt. Pour la période qui concerne ma recherche, ce qui est essentiel est qu'elle a été refondée sous sa forme définitive en 1922 par un groupe d'une douzaine de personnes dont j'ai découvert onze noms seulement, autour des groupes dirigés d'une part par la Banque Worms – Hypolite Worms et Jacques Barnaud, qui étaient ses principaux dirigeants – et toute une série d'hommes de l'équipe de Nervo, un nom peu connu, qui est un groupe pivot de la Synarchie. (2)

Les de Nervo sont des financiers et des industriels, comme la Banque Worms, dont les intérêts étaient particulièrement développés dans le commerce international, le fret, les entreprises coloniales et tout ce qui a tissé les liens entre les colonies d'une part et le monde anglo-saxon de l'autre. Il faut y ajouter de groupes industriels comme ceux des comités des Houillères, et en particulier Henri de Peyerimhoff, qui est l'un des fondateurs de 1922. Le douzième, je ne sais pas. Le rapport Chavin faisait observer qu'Eugène Deloncle était à la fois chef de la Cagoule (3) et l'un des fondateurs de la Synarchie. Mais j'ignore s'il compte parmi les douze. Les onze que je connais sont tous des banquiers ou de grands industriels, dont un certain nombre ont des noms plutôt obscurs, comme par exemple, le groupe de Nervo (cf. note 2) qui constitue 40% des fondateurs initiaux.

Qu'est-ce que le Groupe Worms, dont vous dites qu'il tenait « sous sa coupe étroite et directe plus de la moitié de l'industrie » française ?

C'était une banque qui, en dépit de son nom, était plutôt caractéristique de la Haute banque catholique. Hippolyte Worms, son fondateur, était un juif converti. Il y avait, au début de l'affaire, un ou deux éléments de la banque juive, mais Worms a recruté des gens qu'on peut situer essentiellement dans la mouvance catholique intégriste, à commencer par Jacques Barnaud, Gabriel Leroy-Ladurie et tout ce qui était intégré à la Banque Lehideux, y compris le père et l'oncle de François Lehideux. Si l'on doit distinguer entre haute banque protestante, catholique et juive, le mouvement de la Synarchie est dirigé par

1. La Banque Worms avait fourni la plupart de ses ministres au gouvernement de Pétain. Son caractère pro-anglais venait de ce qu'elle était issue de l'effort de guerre franco-anglais à Londres, lors de la première guerre mondiale, sous la direction du tout puissant ministre de l'économie de l'époque, Clementel.

2. Le groupe de Nervo, proche de la haute banque protestante.

3. La Cagoule, surnom donné au Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), groupement anti-communiste, antisémite, anti-républicain de tendance fasciste, fondé par Eugène Deloncle en janvier 1935 et financé par Eugène Schueller, fondateur de la société L'Oréal. A l'origine de la tentative ratée de coup d'Etat de la nuit du 15 au 16 novembre 1937. Ont fréquenté de très près ce mouvement Pierre Guillain de Benouville, François Mitterrand et André Bettencourt (marié à la fille d'Eugène Schueller, Liliane).

la haute banque catholique. Il faut y ajouter quelqu'un que je n'ai pas cité tout à l'heure et qui en est devenu une des personnalités dirigeantes : Paul Baudouin, de la Banque d'Indochine, lui aussi partie intégrante de la haute banque catholique intégriste.

La banque Worms était un genre de conglomérat ? (4)

C'était un véritable conglomérat, comme le montre très bien un document bancaire réalisé par les rivaux de Worms, en juin 1941, avant que n'éclate le scandale Worms. A ce moment-là, on a une série de concurrents qui trouvent que la Banque Worms occupe trop le haut du pavé, et qui se plaignent à Vichy de l'excès de puissance de ce groupe. Eh bien, nous sommes en juin 1941, les comités d'organisation, qui régentaient l'économie à Vichy de façon dictatoriale, ne sont même pas entièrement constitués, et sur une soixantaine d'entre-eux, dont les membres dirigeants sont tous identifiés pour leurs liens avec Worms, le document fait l'analyse qu'à peu près les deux tiers sont dirigés par Worms. Et cela, quels que soient les secteurs : de la métallurgie au fret, en passant par la chimie et l'assurance, confiée de manière de plus en plus exclusive à Jacques Guérard, qui fera partie du cabinet Laval et qui est entièrement contrôlé par la Banque Worms.

Pourrait-on dire que Worms était anglo-américaine avant le décision de Churchill de rejoindre Roosevelt pour combattre Hitler ?

Vous voulez dire avant le tournant anglais entre les apaiseurs et les non apaiseurs ? Mais vous savez qu'en Angleterre ce conflit est beaucoup plus complexe que ce qu'on a dit parce que les césures officielles, celle du « cabinet de guerre », de septembre 1939 au 10 mai 1940, qui ne l'est pas du tout, et celle du cabinet de Churchill, le 10 mai 1940, ne sont pas absolues. Même le cabinet Churchill est investi d'apaiseurs. C'est significatif de l'orientation ultérieure de l'Angleterre et des croisements des tenants de la collaboration continentale et anglo-saxonne : l'un des centres de l'apaisement, et qui le demeure, est Lord Halifax, qui a été secrétaire d'Etat jusqu'au cabinet Churchill du 10 mai 1940. Or la première chose que fait le cabinet Churchill, présumé particulièrement sévère pour tous les apaiseurs, est d'envoyer Halifax comme ambassadeur à Washington où il va préparer immédiatement l'après-guerre. Halifax ne renonce en rien à ses liens avec un camp d'apaiseurs qui discute avec

4. Banque Worms. Annie Lacroix-Riz énumère les compagnies qui faisaient partie du groupe : « Nouvelle Compagnie havraise péninsulaire, Société française de transports pétroliers, Chargeurs réunis, Henry Bérenger, Air France, (...) des chantiers navals, des charbons (dont la compagnie allemande Klöchner), de l'énergie (dont la Société Lyonnaise des eaux et de l'éclairage), des métaux (dont Ugine Kuhlmann), du verre (Saint-Gobain), des sociétés coloniales, minières en tête, de l'assurance et des sociétés immobilières. » Dans *Pillages sur ordonnances*, Jean-Marc Dreyfus signale que la banque. « Avait été créée en 1930 par Jacques Barnaud, un brillant polytechnicien, habitué des cabinets ministériels et fin politique. Worms possédait aussi quelques entreprises rachetées à la faveur de la crise des années 1930. L'une d'elles, Japy, qui fabriquait des machines à écrire, était dirigée par Pierre Pucheu, futur ministre de la Production industrielle puis de l'Intérieur du maréchal Pétain. La maison se distinguait en finançant les ligues d'extrême droite des années 1930. Georges Albertini, l'un des dirigeants du Rassemblement national populaire de Marcel Déat, était l'un des collaborateurs de l'entreprise. La société était en commandite simple, avec trois associés gérants : Hypolite Worms, le petit-fils du fondateur, dont il portait d'ailleurs le prénom, Jacques Barnaud et Michel Goudchaux (...). L'un des directeurs était Gabriel LeRoy-Ladurie. »

Effectifs des Ligues en France en juillet 1936

	Seine	France
Action française	1 500	
Dames et jeunes filles	5 000	50 000
Parti républicain, national et social (Taittinger)		
Adhérents	4 500	
Dames	500	
Commissaires	1 000	70 000
Parti du Rassemblement populaire français (Jean Renaud)		
Adhérents	700	
Jeunesses	600	
Sections féminines	250	
Parti social français (EVC, La Rocque)		
Adhérents	35 000	150 000
Mouvement social français	25 000	200 000
Enfants moins de 16 ans	5 000	60 000
Parti populaire français (EVC, Doriot)	5-6 000	49 500
Ligue des patriotes	Un millier	3-4 000
Rassemblement antisoviétique (ex-francistes de Bucard, EVC)	600	4 000
Fédération nationale des contribuables (de Lemaigre-Dubreuil, Dorgères, délégué)	1 500	75 000
Parti agraire et paysan français (de Pierre Gavrau)		25 000
Parti républicain social agraire et jeunesses agraires (de Noilhan)		20 000
Ligues des paysans et groupes assimilés (d'Halluin, dit dorgères)		50 000

« La période préparatoire de la révolution synarchique est une phase de la révolution invisible en ordre dispersé, orientation des associés venus de tous les horizons politiques et de toutes les catégories sociales ; la fin de cette période ne sera atteinte qu'après étude de la conjoncture révolutionnaire, vérifiée par de prudents essais d'action à découvert ». Document cité dans une enquête de police sur la Synarchie à la Libération.

« Le jour viendra (...) où il sera possible de faire la lumière sur les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés. » Marc Bloch, *L'étrange défaite* (1940). Résistant, Marc Bloch est tué par la Gestapo le 16 juin 1944.



les Allemands jusqu'à très tard, en 1941, et qui discutera avec les Allemands sur l'après-guerre, en gros entre 1942 et 1943. Vous voyez que si l'on regarde les choses de près comme un certain nombre d'historiens anglo-saxons l'ont fait (notamment Scott Newton, voir la bibliographie, p. 643), on sort des césures absolues et même le porteur d'une politique hostile à l'apaisement, c'est-à-dire Churchill, est quand même un de ceux qui, à partir de 1943, préparent l'après-guerre et certains arrangements possibles avec l'encore ennemi, mais bientôt futur ex-ennemi allemand.

Le rapport Chavin, même si c'est exprimé de façon très anti-anglo-saxonne et antisémite, met l'accent sur des choses qui ont existé. Il montre qu'il y a des liens privilégiés entre, d'une part, le groupe synarchique, et d'autre part, le groupe allemand qui gravite autour de la nébuleuse Goering, et les groupes anglo-saxons, y compris de l'entourage de Roosevelt.

Qui, dans l'entourage de Roosevelt ?

Il y aurait des liens directs entre Rhône-Poulenc et l'entourage direct de Roosevelt. On trouve une fille Roosevelt liée à un élément Poulenc. L'on sait aussi que la Banque d'Indochine et Baudouin, en particulier, conservent des liens très nets avec les Etats-Unis. Parmi les gens qui sont envoyés en Afrique du Nord (ça va de Murphy à tous les attachés et consuls américains en Afrique du Nord), on discute beaucoup à partir de 1941, et dans l'excellent livre de William Langer sur la politique américaine de Vichy publié en 1947, on voit que les liens sont très précoces, ou sont rétablis très tôt, entre les milieux américains

et certains des milieux qui ont été les plus liés à la Synarchie et à la Cagoule. Il faut citer aussi l'exemple de quelqu'un comme Lemaigre-Dubreuil, qui est à la fois cagouillard et synarque (5). Il est, à la fois, l'un des éléments les plus avancés dans la collaboration avec l'Allemagne et l'un de ceux qui, dès 1941, négocient avec les Américains. Murphy est l'un des personnages clés de ces négociations pour ces milieux capitalistiques qui ont de très gros intérêts coloniaux. Lemaigre-Dubreuil et Baudouin négocient sans arrêt avec Murphy à partir du moment où celui-ci prépare officieusement le débarquement en Afrique du Nord.

Cela se dessine de manière très nette en 1941, et beaucoup plus encore en 1942, et je dirais qu'on est entré dans une phase particulièrement active à partir du débarquement en Afrique du Nord, qui a marqué, pour les milieux financiers français, une véritable césure. Cela a été un coup de tonnerre. A partir de ce moment, la question qui se pose naturellement est de savoir quand la Pax Americana va-t-elle se réaliser en France, sur la base de quelle formule politique, et l'on rentre dès 1941 dans une espèce de jeu permanent qui vise à reconstituer Vichy sans Pétain, avec la formule de Weygand d'abord, puis de Darlan, de Giraud, jusqu'à ce qu'il soit nécessaire d'abandonner ces formules parce que le peuple français les rejettera, ce qui va conduire les Etats-Unis à devoir traiter avec de Gaulle, qu'ils détestent, mais avec lequel il va bien falloir traiter quand même.

LA BANQUE LAZARD CONTRE LA RÉPUBLIQUE

Quel est le rôle de la Banque Lazard dans Worms et en général ?

On voit la Banque Lazard impliquée dans toute une série d'actions qui concourent à la liquidation des institutions républicaines. Par exemple, Lazard a été l'un des protecteurs de Brinon (6), l'un des journalistes et

5. Jacques Lemaigre-Dubreuil, décrit par l'un des rapports cités par Annie Lacroix-Riz comme « administrateur adjoint de la Royal Dutch en France, directeur propriétaire des huiles Lesieur, président de la Fédération des contribuables de France ».

hommes politiques les plus directement engagés dans le complot politique qui prend forme définitive en 1940. Lazard contrôlait aussi une partie de la presse, l'Agefi par exemple, et elle est aussi la grande bénéficiaire de la politique du pire jouée par la Banque de France, qui, en refusant des avances aux gouvernements successifs, plaça le gouvernement français sous la tutelle directe d'un groupe de banques anglaises organisé par MM. Lazard Frères and C^o, et de Montagu Norman, le chef de la Banque d'Angleterre.

On voit Lazard fonctionner comme Worms, comme une banque très liée aux Etats-Unis, très liée à l'Angleterre qui soutient des formules fascistes. Mais dans les archives que j'ai consultées, on ne voit pas Lazard jouer un rôle spécifique ou autonome aussi important que Worms. Le cœur visible de la Synarchie a été les comités Coutrot qui ont été animés par la Banque Worms. Il y a des éléments de la Banque Lazard, mais c'est en toile de fond dans la documentation dont j'ai disposé. C'est Worms qui apparaît comme la banque à la plus forte visibilité dans l'opération fasciste qui nous concerne.

Le fonctionnement de Worms est très proche cependant de celui de la Banque Lazard. Vous notez dans votre ouvrage que Worms bénéficiait d'un pouvoir démesuré par rapport à ses capitaux réels, pouvoir qui venait de l'entrisme qu'elle pratiquait dans tous les milieux.

C'est ce que les banques rivales lui reprochent en 1941. Worms tirait une grande partie de sa puissance des liens politiques et administratifs qu'elle avait tissés avec l'ensemble de l'appareil d'Etat, et en particulier avec la faction décisive de l'appareil d'Etat, c'est-à-dire l'Inspection des finances. C'est-à-dire que tout le milieu qui gravitait entre la banque privée et le ministère des Finances apparaissait comme de nature à irriguer Worms et à lui donner des pouvoirs dont aucune banque équivalente ne bénéficiait. Worms disposait d'une espèce exceptionnelle de maillage politique et administratif.

Votre thèse est que la Synarchie est à l'origine des trois tentatives de putsch fasciste organisées en France dans les années 20 et 30 et qu'ayant été incapables de prendre le pouvoir après ces tentatives, ces fascistes ont décidé de se faire porter au pouvoir par les nazis au cours de l'invasion.

Il est tout à fait vraisemblable que la tentative de putsch du maréchal Lyautey en Alsace, en 1928, soit liée à la Synarchie. Je cite un document relativement discret des RG, du 30 octobre 1944, puisé à la Sûreté générale, mais suffisamment recoupé pour qu'il soit sûr. Je l'ai utilisé parce que je trouvais nécessaire de faire comprendre aux lecteurs que les plans fascistes ne sont pas nés uniquement des années trente. Ce document accuse le cardinal Suhard d'avoir attisé le séparatisme alsacien guidé par le Reich, non pas à des fins autonomistes mais pour établir un gouvernement du type pro-consulaire d'Alsace-Lorraine sur l'ensemble du

6. Fernand de Brinon. Gilbert Joseph consacra un ouvrage à celui qu'il décrit comme journaliste réputé, homme lige stipendié par les grands intérêts financiers (Banque Lazard) et industriels (de Wendel), missi dominici secret de Daladier auprès d'Adolf Hitler, ami de Ribbentrop et d'Abetz. Après la débâcle, Délégué général de l'Etat français à Paris. Condamné, il est fusillé le 15 avril 1947.

L'abominable vénalité de la presse française

Autre parallèle frappant entre notre époque et les années trente, la totale dépendance de la presse vis-à-vis des milieux d'affaires. Dans un chapitre intitulé « L'abominable vénalité de la presse française », Annie Lacroix-Riz brosse le tableau désolant de cette corruption, pas unique, au demeurant, à la presse française.

Dans sa déposition devant la Commission d'enquête sur le putsch du 6 février 1934, Edouard Daladier déclarait, évoquant le rôle de la presse dans les émeutes : « Il aurait fallu que je m'occupe des attaches de tous les journaux, car il n'y a pas que *la Volonté* (qui avait appelé à l'émeute) qui soit subventionnée par des hommes d'affaires, il y a les quatre cinquièmes des journaux existants » !

Parmi les gros bailleurs de fonds de la presse, on trouvait le Comité des Forges qui, au début des années vingt, comme un « directeur de sa presse économique » : le futur ambassadeur de France et collaborationniste notoire, André François-Poncet. Il dirigeait *l'Avenir*, organe officiel de la Ligue Millebrand qui animait la croisade contre le péril bolchevique, et le *Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques*. Quand François-Poncet devient ambassadeur à Berlin, en 1931, il est remplacé par le baron Xavier Reille qui « subventionnait » les journaux suivants : *le Temps*, *l'Information*, *le Jour*, *la Liberté*, *le Capital*, *le Journal des Débats*, *l'Agence économique et financière*...

« La presse de gauche n'échappait pas, (...) vu la précarité de ses finances, à la tutelle du « Mur d'argent ». » A la fin des années 1920, Jean Hennessy, grand fabricant de cognacs et ancien ministre, aurait, selon *l'Ami du Peuple*, « trusté les journaux parisiens de gauche (...) contrôlant *le Quotidien*, *l'Ere nouvelle*, *l'Œuvre*, et jusqu'à *la Volonté*, si dévouée à Joseph Caillaux ».

Pierre Laval avait aussi un empire de presse avec le *Moniteur du Puy de Dôme* et du Centre, la *Société Anonyme des imprimeries Mont Louis à Clermont-Ferrand* ou encore le *Lyon Républicain*.

Les archives prouvent, selon Annie Lacroix-Riz, que toutes les grandes campagnes de presse étaient lancées par les financiers et hommes du grand capital.

pays. Les conjurés auraient compté d'importants éléments du haut patronat, du haut clergé et des hauts cadres de l'Armée, avec la complicité du Vatican. Mais il y a très peu de renseignements concernant les tentatives de 1926-28.

Ce qui est en revanche assuré, c'est qu'à partir des années trente, la Synarchie est impliquée dans l'ensemble des opérations. Pour ce qui est du premier putsch pleinement avéré, celui du 6 février 1934, le rôle du Comité des Forges est strictement confirmé par l'enquête parlementaire qui a été conduite après et qui a donné lieu à une version imprimée et à une version qui est conservée dans les archives de police. La version imprimée est presque aussi riche que l'autre. On est entré, en 1934, dans une phase très active des projets politiques de la Synarchie, à laquelle il faut ajouter toute la nébuleuse du pouvoir économique. Il faut se rappeler que dans la Synarchie, il y a aussi le charbon et donc, Henri de Peyerimhoff, le chef du Comité des Houillères. On ne sait pas qui est le douzième membre fondateur de la Synarchie, mais compte tenu de ce qui se passe en 1934, le Comité des Forges est impliqué en tous points. A partir de 1936/37, il y a eu la deuxième grande tentative de putsch, celle de la Cagoule, dans la nuit du 16 au 17 novembre. Là, on a à peu près tout le monde : la Synarchie et son bras armé, la Cagoule.

Vous avez la même chose, toute proportions gardées, dans les comités de la Synarchie, où se côtoient de véritables cerveaux et un complément attrape-tout, des gens qui sont utilisés pour leur capacité idéologique, recrutés comme journalistes, publicistes, idéologues, et qui vont développer les thèmes de la Synarchie, certains ne sachant pas exactement quel est l'objectif réel de leur action. Chavin dit très justement que la Synarchie recrute massivement des gens qui ne savent pas tous où ils vont mais qui vont jouer un rôle idéologique très important dans l'atmosphère 1936-1940.

Mais l'élément essentiel qui apparaît dans l'une des enquêtes liées à l'assassinat de l'économiste russe Dimitri Navachine (7), le 25 janvier 1937, et qui est corroboré également par les cagouleurs qui ont été chargés de son exécution, c'est qu'il y a une sorte de comité économique secret qui représenterait une trentaine de personnes. Vous avez là le cœur de la Synarchie avec des gens comme Lemaigre-Dubreuil qui ne fait pas partie des fondateurs initiaux de 1922. Il y a des certitudes relatives au modus operandi de la Synarchie puisque l'enquête de 1936-38 démontre de manière formelle que les cagouleurs – on a les noms, autour de Deloncle – ont été utilisés pour assassiner Navachine parce qu'il était opposé à une orientation trop exclusivement allemande. Et il est bien avéré que ce groupe

rain peut bien comprendre en le comparant à la stratégie utilisée dans les attentats de la gare de Bologne, qui consiste à favoriser l'avènement d'un régime fasciste en effrayant la population, en multipliant les crimes et les attentats, en désarçonnant et en incitant une population à la recherche d'un régime d'ordre face au chaos provoqué par les attentats et les explosions.

On a, dans cette stratégie, quelque chose qui va des bas-fonds de la société jusqu'au sommet, chacun étant assigné à un rôle spécifique. On sait, par exemple, que certaines des opérations les plus crapuleuses, comme l'attentat de Clichy de mars 1937, ont été mitonnées par la Cagoule, avec des cagouleurs qui étaient aussi des synarques faisant intervenir des hommes de main. Je pense, par exemple, au Comité de rassemblement anti-soviétique, le CRAS, qui était l'un des bras de la Cagoule, où l'on trouve des gens qui sont vraiment des éléments du Lumpenproletariat travaillant avec des gens de très bonne extraction mais qui donnent du poignard. Cette période d'extrême tension de la crise voit surgir des « hommes de sang » -- c'est le qualificatif que le grand journaliste Pertinax, émigré aux Etats-Unis pendant la guerre, donnait à Pucheu –, où l'on voit vraiment fonctionner comme « hommes de sang » des banquiers et des industriels qu'on n'imaginait jamais dans ces fonctions.

On nous dit que ce qui poussait ces hommes était la crainte du communisme, mais en réalité on s'aperçoit que les racines de ce fascisme français remontaient à la fin du XIX^{ème} siècle, avec les idées de Maurice Barrès et d'autres, et que la lutte contre le communisme n'était souvent qu'un prétexte.

Tout à fait, c'est ce qui me différencie du travail du remarquable historien canadien Michael Carley, qui voit l'obsession de la Banque de France et des milieux associés, le ministère et les inspecteurs des Finances, pour l'URSS et en tire la conclusion que c'est cette frénésie anti-bolchevique qui a conduit la France à utiliser tout et n'importe quoi contre l'Union soviétique. Je dirais oui, mais j'ajouterais qu'en raison de la crise, les liens tissés avec l'Allemagne, antérieurs à 1914 et renforcés à partir de la deuxième moitié des années 20, avaient été tellement développés pour les milieux de la Synarchie comme pour ceux du grand capital en général, toute stratégie de conflit avec l'Allemagne était condamnée. Il ne fallait pas contrarier l'Allemagne qui était à la fois un énorme débiteur et un énorme partenaire commercial, ce qui était très fâcheux pour la France car elle était bien décidée à faire la guerre.

LES EMPRUNTS DAWES ET YOUNG

Ceci nous amène à la politique de cartellisation, qui a créé les conditions de la collaboration économique avec l'Allemagne. Schacht avait proposé tout un schéma pour payer les réparations de guerre allemandes via des obligations émises par des compagnies en échange d'un statut de monopole.

Schacht est toujours en invention de projets. Il passe pour l'homme de la conciliation avec le capital anglo-saxon, mais il est surtout considéré comme un champion de cette alliance, parce qu'il la considère comme l'alliance la plus efficace contre l'ennemi héréditaire, la France. Il pense qu'il ne peut se dégager des griffes françaises – des réparations – qu'en liaison avec les Amé-

ricains. Ce qu'il veut surtout, c'est supprimer la dette des réparations. L'Allemagne a réussi à desserrer définitivement l'étau des réparations à partir du moratoire Hoover de juillet 1931, avant leur liquidation officielle à l'été 1932. Mais elle n'a pas réussi à desserrer l'étau majeur qu'était la dette des années 20 : les emprunts Dawes et



1. Pierre Etienne Flandin, président du Conseil (1934/35, chef du gouvernement de Vichy (déc. 1940 à fév. 1941) - 2. Pierre Pucheu, associé de la banque Worms et ministre de l'Intérieur de Pétain - 3. Jacques Barnaud, fondateur de la banque Worms - 4. Charles Spinasse, ministre de l'Economie nationale du Front populaire.

Young (8). On se trompe quand on dit qu'ils sont exclusivement liés aux réparations. Ce n'est pas de tout ce qui a permis à l'Allemagne de payer les réparations, car si on regarde bien les réparations fixées entre Spa et Londres, entre 1920 et 1921, elle n'en a payé que 13 %. L'Allemagne n'a pas consacré son entre-deux guerres à payer les réparations, mais à payer la dette qu'elle avait contractée du fait des emprunts Dawes et Young. Ces emprunts sont ce qui lui a permis de réaliser la rationalisation de son économie, c'est-à-dire la modernisation de son capital productif en liaison avec le capital étranger. C'est ce qui explique les relations de Schacht avec les milieux étrangers.

Mais des accords de cartels ont été passés avec le capital français. Des cartels internationaux ont été constitués avant 1914, et tous ces cartels ont été soit reconstitués, soit créés à partir de la deuxième moitié des années 20, avec au cœur le cartel de l'acier et celui de la chimie. (9)

Qui étaient les souscripteurs des plans Dawes et Young ?

On a longtemps affirmé que c'était essentiellement les capitalistes américains, dont un certain John Foster Dulles, l'un des principaux partenaires d'affaires de la firme Sullivan et Cromwell. Et c'est vrai que le capital américain et international est très intéressé. Mais la France ne l'est pas moins, qui fut l'un des très gros porteurs d'emprunts Dawes et Young. Ce sont de grandes banques comme le Crédit Lyonnais et

8. Emprunts Dawes et Young. Deux grands emprunts internationaux sont accordés à l'Allemagne dans les années 20/30 pour faire face à la grave crise économique qui se déchaîna dès le début des années vingt et au paiement de ses réparations de guerre. En 1924, sous le Plan Dawes, du nom du financier et homme politique américain, Charles Dawes, un emprunt de 800 millions de dollars est accordé à l'Allemagne, souscrit par un grand nombre de banques internationales. Le 20 janvier 1930, dans le contexte du plan Young qui succède au Dawes, un nouvel emprunt de 300 millions de dollars est accordé. La France en est, avec un tiers, l'un des plus grands souscripteurs, tout comme les Etats-Unis et le Grande-Bretagne. En France, ce sont le Crédit Lyonnais et la Maison Lazard qui ont souscrit l'emprunt. La Banque des Règlements internationaux (BRI) a été créée spécialement pour gérer ces emprunts.

EQUIPES	CHEFS	RAPPORTEURS	MEMBRES DE L'EXECUTIF
I. Cour d'hon. (cour d'honneur ?)	Dautry [Raoul] Liochon Dillard [R.P.]	Gouttet	Aubert J.
II. Div. MIA.	Giraudoux [Jean ?] Monod G. [Gabriel ?] de Lanux [Pierre]	Philippe Ph.	Paraf Y.
III. Réal. Soc. [réalisations sociales ?]	Belin [René] Dautry [Raoul] Vialatte	Hibout P.	Maurette
IV. Réal. Eco. [réalisations économiques ?]	De Freycinet Million [Francis] Dillard [R.P.]	Marjolin [Robert ?]	Adam J.H.
V. Réal. Fin. [réalisations financières ?]	Baumgartner [Wilfrid] Auboin [Roger] Seynes-Larlanque	de Vicose C.	Quesnay [Pierre]
VI. U.L. CP SP	Sirou Boutteville [Roger] Laffitte		Sirwin
VII. Réf. Etat [réforme de l'Etat ?]	Lucius [Jacques] Milhaud [Jean] Lacoste [Robert]	Hekking [Francis]	Planus [Paul]
VIII. Act. ext. Fr. [action ?, activité ? extérieure France]	Siegfried [André] de Tarbé [Tarbé de Saint-Hardouin] Joxe [Louis ?]	Berthaut P.	Vasseur P.

Tableau rédigé par la police, daté du 17 avril 1937 et reproduit selon l'original, sur « la société secrète fasciste appelée France 1950 », classée « groupes secrets de hauts fonctionnaires », dont l'objectif réel est défini comme « la réforme des institutions (républicaines) dans un sens fasciste ». On voit parmi les rapporteurs le nom de Robert Marjolin, l'un des principaux inspireurs après guerre de l'Union monétaire européenne.

SYNARCHIE

ET STRATÉGIE DE TENSION

Revenons à la méthode de la Synarchie. Vous signalez que depuis le début des années trente, il y a une activité intense, mais secrète, de la Synarchie qui se déploie à gauche et à droite pour aboutir à un régime fasciste. Vous publiez un tableau qui signale l'existence d'une douzaine de « ligues », ouvertement fascistes, mobilisant pas loin de 750 000 militants ! (Voir tableau p. 8)

Toutes ces ligues vont se fondre dans la Cagoule, sachant qu'il y a une cagoule civile et une cagoule militaire. Dans le bras armé il y a des cerveaux, des gens comme Eugène Deloncle. A partir des années trente, la Synarchie relance les comités régis par Jean Coutrot, le polytechnicien qui a été le principal organisateur des réseaux souterrains de la Synarchie. Ce sont des comités attrape-tout, comme ceux de la Cagoule, dont certains exécutants ne savent pas vraiment où ils vont. Ils servent de bras armé contre ce qu'ils pensent être un putsch communiste et participent, en réalité, à un putsch visant à liquider les institutions républicaines.

extrêmement important autour de Lemaigre-Dubreuil, désigné comme une trentaine de gens liés à l'économie, a chargé le noyau cagouleur d'exécuter Navachine.

Là, on a un des modes d'intervention de la Cagoule, ce que j'appellerais la stratégie de la tension. La Synarchie ordonne à la Cagoule un certain nombre d'opérations dont elle n'apparaît pas par la suite comme le maître d'œuvre. La Cagoule peut intervenir sur mandat italien puisqu'elle est financée aussi par l'Italie, comme par l'Allemagne ou par l'Espagne franquiste. Mais, on a la preuve formelle qu'en 1937, la Cagoule agit sur mandat de la Synarchie. Par la suite, je donne toute une série d'opérations dans lesquelles vous voyez intervenir ensemble, de manière hallucinante pour le novice, des gens dont vous n'imaginez même pas qu'ils puissent être liés, dans ce que j'appelle la stratégie de la tension. Il s'agit d'un modus operandi qu'un contempo-

7. Dimitri Navachine était un économiste russe, directeur à Paris de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, de facto la Banque centrale de Russie. Membre des loges synarquistes, il est soupçonné par certains d'avoir été un agent du KGB. Il aurait été assassiné au moment où il est entré en dissidence avec la Synarchie.

Lazard qui ont été chargées du lancement d'une très grosse part des emprunts Young. Les Anglais, les Suisses aussi. Mais en ce qui concerne l'un des organismes les plus importants dans la gestion de ces emprunts, la Banque des règlements internationaux, la France est l'un des pays les plus directement intéressés à la dette allemande. Et j'insiste bien : c'est une dette qui n'a rien à voir avec les réparations. On pense que quand les réparations sont abolies, c'en est fini, mais pas du tout. La dette gigantesque, c'est la dette des emprunts Dawes et Young qui faisait vivre tout le monde financier, parce que les intérêts de ces emprunts étaient bien plus rémunérateurs que les intérêts sur le marché financier national.

Peut-on dire que c'est pour maintenir coûte que coûte le paiement de ces intérêts qu'on est prêt à aller jusqu'au fascisme ?

Je pense que oui, que c'est une donnée aussi importante que l'anti-soviétisme. On le voit d'ailleurs concrètement puisque ça prend des proportions très surprenantes quand l'Allemagne manque de réserves or et que la Banque de France et la Banque d'Angleterre (qui sont directement partie prenante parce que l'or dépend des banques centrales des deux pays) rendent possible la saisie de l'or autrichien, lors de l'Anschluss en 1938, puis de l'or tchécoslovaque (10). Là, vous entrez dans une forme de collaboration avec l'Allemagne qui est extrêmement surprenante.

Je crois avoir démontré, archives de la Banque de France aidant, que le Dawes et le Young ont été le facteur fondamental de la disposition des milieux financiers à trembler devant les exigences du Reich. Et je ne suis pas la seule. Sylvain Schiermann, qui avait travaillé sur les relations économiques franco-allemandes de 1932 à 39, avait montré très clairement qu'il n'y avait qu'une priorité : que l'Allemagne payât le Dawes et le Young. Et Schacht passe son temps, à partir de 1933, à pratiquer un chantage au remboursement de la dette en disant : je ne paye plus. Mais il finit toujours par payer, et on sait que l'Allemagne a payé jusqu'au bout puisque le dernier versement a eu lieu en or, volé, comme je l'ai montré dans d'autres travaux, avec l'aval des banques centrales. Le dernier paiement versé à la BRI l'a été en avril 1945. C'est-à-dire qu'au moment de la capitulation, l'Allemagne payait encore les intérêts de Dawes et Young.

C'est dans le contexte des cartellisations, qui démarrent très tôt, qu'il faut situer la collaboration du comité France-Allemagne.

Ce que j'ai montré de nouveau est que le comité France-Allemagne, fondé en 1935 par Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris pendant la guerre, est presque un petit bout de l'iceberg (11). On croyait que ce comité était quelque chose de beaucoup plus politique que l'association anglo-allemande, dont on sait depuis très longtemps qu'elle est composée des noms les plus éminents de la City et des groupes industriels. Mais les véritables fondateurs du comité France-Allemagne sont ceux qui sont à l'origine du « Comité franco-allemand d'in-

formation et de documentation » (CFAID) basé au Luxembourg, sur l'initiative de Mayrisch, président de l'Arbed. Le CFAID fut constitué en 1926, dès la phase dite de réconciliation qui a accompagné la constitution du cartel de l'acier. Parmi les fondateurs, on a les Schneider, les Laurent, Peyerimhoff, du Comité des Houillères, Duchemin, président de Kuhlmann et de la CGPF, Wladimir d'Ormesson, Schlumberger et d'autres. Ils étaient la partie fondamentale du futur comité France-Allemagne qui s'est installé d'ailleurs à la même adresse que le CFAID. De sorte qu'avec ce comité, on avait quelque chose de tout à fait parallèle à ce qui a été constitué en Angleterre, dont le cœur était la Banque d'Angleterre et le milieu du gouverneur de cette banque, Montagu Norman, qui est aussi nazi qu'Edouard VIII.

LA SYNARCHIE

SABOTE L'EFFORT DE GUERRE

Tout ceci nous amène au cœur de votre travail, prouver que la défaite de juin 1940 n'a pas été une défaite militaire mais qu'elle a été préparée par une politique de sabotage de l'effort de guerre.

A l'encontre des thèses comme celle de l'historien Robert Frank, qui établissait une sorte de césure entre la période d'avant le Front populaire, certains efforts militaires du Front populaire dont il reconnaissait qu'ils avaient été sabordés par des éléments du grand capital, et une espèce de résurgence à partir de 1938, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que la France a saboté son réarmement exactement comme l'Angleterre. Des travaux anglais montrent que la fameuse période de réarmement accélérée de 1932 et 1938 et surtout 1939 n'a pas abouti à grand-chose. On a la preuve formelle qu'en France, ce qu'on présentait comme l'intensification du réarmement à partir de la défaite de la classe ouvrière, en novembre 1938, est un véritable mythe. Là, il faut se tourner vers les archives de la Banque de France, qui reconnaît elle-même que les retours de capitaux, qui ont eu lieu provisoirement à partir de l'automne 1938, sont des mouvements purement spéculatifs. Ils ne se sont pas du tout dirigés vers le réarmement.

Il ne fait aucun doute que, par tous les aspects strictement militaires, politiques, idéologiques, culturels, les milieux du capital français non seulement n'ont pas voulu faire la guerre, mais qu'ils n'ont pas pu être surpris par l'attaque allemande. La thèse vendue à la population par la presse du Comité des Forges, selon laquelle les milieux dirigeants français avaient fait un calcul consistant à dire qu'on laisserait l'Allemagne se déployer à l'Est et qu'on serait tranquille, est un argument de parfaite mauvaise foi car ces milieux étaient parfaitement informés. La Banque de France était aussi informée de la situation militaire que le Deuxième Bureau de l'Armée. On voit dans les dossiers de la Banque de France de la documentation de type militaire qui arrive en temps réel.

Ya-t-il eu sabotage de l'effort de guerre ?

Absolument. Il y a eu sabotage à l'Équipement, au ministère de l'Armement assuré par Dautry et sabotage militaire puisqu'une partie de la Cagoule militaire a littéralement ouvert les frontières à l'Allemagne. On considère que le général Huntziger a ouvert la frontière de Sedan, ce qui explique que la France est vaincue dans la nuit du 15 au 16 mai. Gamelin avoue que tout est terminé alors que les chars ne sont même pas partis !

On est passé d'une situation de sabotage per-

11. Le comité France-Allemagne fut fondé en 1935 par Otto Abetz, qui avait été chargé de la propagande en direction de la France au sein de la Ribbentrop Dienststelle. En août 1940, il revint comme représentant de Ribbentrop à Paris, avec le rang d'ambassadeur. Du côté français, il y avait trois vice-présidents, Ferdinand de Brinon, Gustave Bonvoisin, synarque directeur du Comité central des assurances sociales et du Comité central des allocations, et le président, Ernest Fourneau. En 1937, le comité d'honneur est composé de figures tels Noullens, Pierre Benoit, le marquis de Chambrun, Jules Romains, le duc de Broglie, Florent Schmitt. Au conseil d'administration, Pierre Béranger, Donnedieu de Vabres, Pierre Drieu la Rochelle, Bertrand de Jouvenel, Henri Pichot, etc.

Banque de France : Le fascisme financier hier et aujourd'hui

L'un des aspects particulièrement frappants du livre d'Annie Lacroix-Riz est le parallèle qui s'établit de lui-même entre les années trente du XX^e siècle et notre actualité. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Ce qui frappe d'abord est la faiblesse des politiques. « L'Etat français n'était pas celui de Lebrun, de Daladier, de Paul Reynaud », nous dit Annie Lacroix-Riz d'entrée de jeu. « Les deux ministres potentiels principaux, après la chute parlementaire de leurs prédécesseurs ou des élections législatives, venaient faire allégeance au « gouvernement de la banque » [de France, ndlr] : quelle que fût la majorité issue d'un scrutin – sise à la gauche, modérée en 1928 et 1932, plus avancée en 1936, de l'hémicycle –, un Gouvernement ne fut jamais formé sans que le président du Conseil et le ministre des Finances se fussent présentés devant lui. (...) Le « gouvernement de la banque » intronisait les arrivants après s'être assuré qu'ils se plieraient à ses exigences d'assainissement financier : c'était la condition sine qua non des « avances au Trésor » que consentirait au nouveau cabinet l'organe dirigeant de cette banque privée ».

Or, qui contrôlait la Banque de France à cette époque ? Créée par Bonaparte en 1800, elle avait un statut privé, sous prétexte que la banque nationale publique établie à l'époque de John Law, au XVIII^e siècle, avait été à l'origine d'une bulle spéculative les plus folles. Sur les 40 000 actionnaires de la Banque de France, seuls les deux cents plus importants – les « 200 familles » – avaient le droit de voter et de nommer aussi bien les régents que les surveillants de la Banque !

Les hommes politiques n'étaient rien d'autre que des domestiques de l'élite financière. Certains d'entre eux d'ailleurs, nous dit Annie Lacroix-Riz, comme Doumergue, président du Conseil, émargeaient au budget de « la Compagnie du canal de Suez ». Laval tenait « lieu de modèle des « parlementaires de conseil d'administration » ayant « l'appui des milieux économiques, et notamment du Redressement français, de l'Union des intérêts économiques, des groupes de l'électricité, des assurances, des pétroles ».

N'est-ce pas aussi le cas de nos hommes politiques d'aujourd'hui qui, depuis le traité de Maastricht, signé sous la pression de milieux financiers dont la Banque Lazard et les Rockefellers sont emblématiques, ont accepté de perdre tout pouvoir sur l'économie et de transférer la souveraineté financière des nations vers une Banque centrale européenne autonome, indépendante des pouvoirs politiques et sans contrôle citoyen ?

Banque de France et fascisme financier

Les années 1990 ont vu l'Etat voler au secours du Crédit Lyonnais et déboursé près de 100 milliards de l'argent des contribuables pour éviter à cette banque publique une faillite retentissante dont les conséquences pouvaient être systémiques. Ce type de pratique était monnaie courante dans les années trente. C'est le cas de la faillite de la Banque nationale pour le commerce (BNC), en 1931, sauvée in extremis par le synarchiste et futur ministre de Pétain, Pierre-Etienne Flandin, qui obtint de l'Etat qu'il contribue pour 1622 millions de francs au sauvetage, alors que les banques privées n'en avaient fourni que 205 millions !

Certains de ces sauvetages réalisés en pleine crise économique des années 30 révèlent les liens qui unissaient les responsables de la Banque de France à des pro-nazis ou pro-fascistes notoires.

Le cas de la Banque Oustric, mentionnée par Annie Lacroix-Riz, est particulièrement intéressant. La faillite de cette banque, le 30 novembre 1930, révéla comment la Banque de France avait renfloué cet établissement bancaire présidé par un député fasciste italien, Ricardo Gualino, qui avait été « le principal commanditaire du mouvement fasciste au moment de la Marche sur Rome ». Cette entreprise énorme, au capital de 1,25 milliard de livres, était « entièrement composée de dirigeants fascistes ».

Evoquons également les pertes provoquées par l'effondrement du « gold standard » à Londres, le 20 septembre 1931, suite logique de la tempête financière allemande de l'été 1931. La Banque de France, dont les sorties d'or vers Londres lui avaient permis d'amasser un « portefeuille de livres sterling qui, à certains moments, atteignit plus de la moitié de l'encaisse or de la Banque d'Angleterre », essuya des pertes considérables. La Banque d'Angleterre ayant refusé de dédommager la Banque de France de toutes ses pertes, cette dernière obtint du gouvernement de Pierre Laval et Pierre-Etienne Flandin qu'il compense entièrement, en bons du Trésor, les pertes de ses investisseurs.

Rappelons que cette Banque d'Angleterre, avec qui celle de France entretenait de si étroites relations, était dirigée par Montagu Norman, qui était aussi pro-nazi qu'Edward VIII.

Notons enfin que, comme aujourd'hui, les financiers de l'époque exigeaient la fin de l'Etat providence. « Les choix internationaux de la France, comme de tous les pays, furent dictés par la gravité de la crise des années trente », dit Annie Lacroix-Riz. Comme aujourd'hui certains font campagne pour faire baisser le SMIC, les gouvernements successifs réussirent à réduire de 10 % les salaires et les retraites des fonctionnaires, tandis que dans l'industrie, les salaires chutaient de 5 à 15 %.

Mais c'est cette citation tirée des Souvenirs et Solitude de Jean Zay, ministre radical-socialiste du Front populaire, qui boucle la boucle : « De 1932 à 1940, au milieu de tant de débats désordonnés, il y eut un sujet « tabou » : le libéralisme monétaire et financier ; une discussion interdite : celle du contrôle de changes. (...) Vous pouviez librement couvrir de boue le chef de l'Etat et ses ministres, nier effrontément nos engagements internationaux les plus évidents, désavouer le gouvernement de votre pays en pleine négociation diplomatique, donner tort à la France devant l'étranger. Bravo ! C'était de bonne guerre... Mais il vous était défendu de critiquer la mystique de l'équilibre budgétaire, sous peine d'être considéré comme un traître et accusé de provoquer des catastrophes. »

manent qui consistait à ne pas réarmer alors que l'ennemi le faisait, à une situation de sabotage caractérisé, c'est-à-dire de négociations avec l'ennemi, ce qui, en termes juridiques, s'appelle « intelligence avec l'ennemi ». Or l'intelligence avec l'ennemi est strictement avérée, assumée par des personnages liés à la fois à la Cagoule et à la Synarchie, que vous retrouverez à tous les postes essentiels de Vichy.

Vous dites dans votre livre qu'il a fallu tous ces complots pour vaincre les résistances de la population. Pouvez-vous donner un sens de ce qu'a été le Cartel des gauches (1924-26) et le Front populaire (1936) et en quoi ils ont voulu s'attaquer à certains problèmes.

Je suis persuadée par la lecture des archives qu'un très petit nombre de ministres du Front populaire étaient des républicains sincères, qui ont été vraiment désolés de l'orientation prise, mais les plus sincères d'entre eux ont fait l'objet, à l'intérieur même du gouvernement du Front populaire, d'un sabotage presque aussi grand que de la part de la droite.

A qui pensez-vous ?

Je pense à des gens comme Pierre Cot, ministre de l'Air, mais qui ne pesaient rien face à Charles Spinasse, ministre de l'Economie nationale, et il est clair que Blum était davantage du côté de ce

dernier (12).

Il y a quand même une authentique résistance populaire. C'est ainsi que Pierre-Etienne Flandin, en service commandé devant les Allemands, se plaint de la résistance insupportable que lui oppose la population, même la population rurale de sa circonscription. Lorsqu'en 1939, parlant de ses administrés, il reconnaît que c'est très embêtant que la population finisse par dire « on va devoir se battre contre l'Allemagne », là on distingue une résistance populaire. On le voit aussi dans les débats de 1938/39, quand la droite et l'extrême droite passent leur temps à dire qu'il est absolument excentré qu'on vote en 1940. Et pour empêcher ce peuple d'exprimer son avis, un avis qui est aussi désagréable que certains avis récemment exprimés dans notre conjoncture actuelle, on envisage d'abord d'empêcher le peuple de voter, et après, on estime qu'il vaut mieux s'aider de l'étranger pour l'empêcher de voter. ●

12. C'est Charles Spinasse, ministre de l'Economie nationale de Léon Blum, qui fit entrer Jean Coutrot au ministère. Ce dernier se voit confier la vice-présidence du Comité d'organisation scientifique du travail. Polytechnicien, il est fondateur des Comités X Crise et X information transformé en Centre polytechnicien d'études économiques en 1933. Au cours des années soixante, Spinasse parrainera la carrière d'un certain Jacques Chirac en Corrèze.

9. Le CFAID, créé en 1926, est le fruit des réunions hebdomadaires des représentants des firmes métallurgiques françaises et allemandes présidées par François de Wendel, chef du Comité des Forges, qui ont créé un premier cartel à cette date. Les premiers accords de cartellisation du charbon, les Accords Importscharstrassburg, furent négociés par René Mayer de Rothschild et en 1928, est créée la Compagnie générale charbonnière, société mixte franco-allemande. Pour ce qui est de la chimie, un accord de cartel provisoire franco-allemand est signé le 15 novembre 1927 par la Centrale des matières colorantes (Kuhlmann) et l'IG Farben. Il avait pour but le « contingentement de la production d'après les chiffres d'affaires respectifs des deux parties, la répartition des marchés, et la suppression de la concurrence ».

10. Sur le pillage de l'or autrichien lors de l'Anschluss de mars 1938, voici une citation de l'ouvrage « Le consentement des banques centrales partenaires à cet Anschluss bancaire signifiait quitus à la mainmise allemande sur les réserves d'or autrichiennes : plus de 91 tonnes selon une estimation américaine de 1947 (soit près de 103 millions de dollars), dont plus de 21 conservées dans les serres de la Banque d'Angleterre (40 tonnes, selon un chiffrage français de 1945, plus proche de l'estimation officielle de la BRI, 46 millions de dollars). La Banque d'Angleterre gouvernée par le chef de l'Apaisement, le pro-nazi Montagu Norman, les transféra via Bâle. Les « réserves en devises » de la banque annexée, « d'une quinzaine de fois celles de la Reichsbank », couvriraient « les besoins de la moitié du Plan de quatre ans ».